

Bien dit !

Après 440 jours d'horreur et un génocide en cours, enfin un-cessez-le feu. Soulagement pour les gazaouis.

● Fabien Gay
Directeur du journal l'Humanité
Sénateur Groupe #CRCE #PCF



NEWS

PRÉSIDENT TRUMP : NOUS NE PAIERONS PAS POUR L'ARMÉE AMÉRICAINE !

Le 47^e président des États-Unis, Donald Trump, récemment investi, exige 5 % des richesses des travailleurs français pour financer l'armée et l'industrie de guerre américaines, illustrant son ambition impérialiste. Il menace l'intégrité de ses voisins (Mexique, Canada, Groenland), rejette le multilatéralisme (quittant l'OMS et l'accord de Paris), et maintient un blocus contre Cuba, qu'il accuse de soutenir le terrorisme.

Trump s'en prend à la démocratie américaine avec des décrets hostiles aux immigrés et aux minorités. En Europe, il cherche à imposer une dépendance coûteuse via l'OTAN, le dollar et la guerre commerciale, menaçant la souveraineté française. La jeunesse et les travailleurs doivent s'opposer à cette soumission et refuser de financer l'armée américaine, car ces exigences militaires conduisent à des politiques réactionnaires et une régression sociale.



Le MJCF s'engage à informer les jeunes et à intensifier la lutte contre la guerre et l'impérialisme. Refusons de payer pour l'impérialisme américain !

ÉDITO

Pour que la mémoire continue de vivre



Comme de nombreux seino-marins j'ai eu la chance de rencontrer Marie-Thérèse Fainstein, Résistante, déportée venue témoigner devant des collégiens comme elle le faisait inlassablement. Mme Fainstein n'est plus, comme nombre de ses camarades. Bientôt, ses survivants, militants de la mémoire, ne pourront plus faire le tour des écoles pour raconter. Pourtant nous avons toujours besoin d'entendre, de comprendre. Il va falloir alors prendre leur relais. Bien sûr, il y a les archives, des témoignages, le travail des historiens. Mais nous ne pouvons nous contenter de demander «un devoir de mémoire», la mémoire est un travail.

Ce travail, la puissance publique doit le mener avec ambition, donc avec des moyens notamment pour l'enseignement de l'Histoire et d'éducation morale et civique. C'est aussi un travail citoyen, un travail d'éducation populaire. Parce que pour la résistante Lucie Aubrac, «le verbe résister doit toujours se conjuguer au présent» dans nos écoles, dans nos commémorations : prenons le relais, continuons leur combat !



Clémentine Le Duey • Membre de l'exécutif départemental

NEWS

LE DROIT À LA SÉCURITÉ ET À LA TRANQUILLITÉ POUR TOUS !

Les communistes et leurs élus placent la sécurité et la tranquillité publique au cœur de leurs priorités. Ils proposent notamment le recrutement de 60 000 fonctionnaires (police, gendarmerie, douanes), la revalorisation des salaires, l'abrogation de la réforme de la police judiciaire, le renforcement du maillage territorial et la lutte contre les réseaux criminels.

Ces propositions ont été défendues par une délégation menée par Fabien Roussel et Cécile Cukierman lors d'une rencontre avec le ministre de l'Intérieur. Face à la montée des violences et trafics, le PCF rappelle que la sécurité est une responsabilité l'État, tout en soulignant le rôle complémentaire des collectivités locales.

Cependant, les annonces budgétaires pour 2025 inquiètent, menaçant le fonctionnement des communes et des services publics. Alors que le Parlement s'apprête à examiner un projet de loi sur le narcotrafic, les élus communistes entendent contribuer aux débats avec une approche globale, alliant prévention, répression, médiation et réinsertion, sans céder à la surenchère sécuritaire ou aux discours xénophobes.



www.printempsfecampois

L'Avenir
de Fécamp

Est une publication éditée
par la section de Fécamp du PCF



Retrouvez nos anciens numéros :
www.avenir-fecamp.fr

SANTÉ - LE BILLET DE GÉRARD STREIFF

les versements de dividendes en Europe. Il y est question d'« année record » : « Les entreprises du vieux continent sont en forme et elles en profitent pour récompenser leurs actionnaires. » On apprend encore qu'« en 2025, les versements des dividendes par les entreprises européennes devraient grimper à un sommet historique ». L'étude ajoute que la santé « figure parmi les secteurs où les augmentations de dividendes attendues pour 2025 sont les plus élevées ». Le pékin qui apprend ainsi que la santé regorge de fric alors qu'on lui rabâche que la santé est en déroute doit se dire, soit que l'économie c'est décidément bien compliqué, soit qu'il y a un loup dans cette histoire.

Gérard Streiff

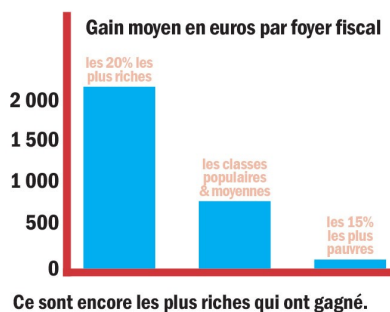
Article publié dans *CommunisteS*, numéro 1027 du 29 janvier 2025.

OÙ EST PASSÉ L'ARGENT ?

Ce sont les baisses d'impôt des plus riches qui plombent le budget de la France :

À qui a profité la suppression de la taxe d'habitation ?

Ce qui apparaissait être «une bonne nouvelle» donnant de l'air au porte-monnaie... ne l'était qu'en apparence seulement ! Regardons en effet de plus près qui en a réellement profité. D'abord, les plus fragiles (invalides, personnes âgées) en étaient exonérés. Pour le reste de la population, sur 23 milliards de baisse d'impôts les 20% les plus riches en ont capté 45% soit plus de 10 milliards. Au final, l'estimation des économies réalisées par tranche de population est de 0 euro pour les 15% des plus fragiles, 770 euros pour les 65% de la classe populaire et moyenne et plus de 2 000 euros pour les 20% des plus riches. Au prix d'une menace sur les services publics locaux et au final d'une hausse de la part de l'Etat (la hausse des bases nationales) de la taxe foncière !



VINGT ANS PLUS TARD, L'ÉGALITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES RESTE UN LEURRE.

handicapées à être pleinement citoyennes, s'inscrivant dans une approche sociale du handicap. Pourtant, près de 20 ans plus tard, ces droits restent largement ineffectifs : autonomie, compensation, accessibilité, éducation... Pire, la loi a été affaiblie et les politiques d'austérité aggravent les inégalités. L'État s'est désengagé, laissant les départements gérer une pénurie de moyens. Le handicap reste le premier motif de discrimination au travail, et la France a été condamnée par l'ONU en 2021 pour manquement à ses engagements. Le PCF défend un service public garantissant une égalité réelle d'accès aux droits.

En 2005, la loi pour l'égalité des droits et des chances a affirmé le droit des personnes

LA LOI VEIL SUR L'AVORTEMENT FÊTE SES 50 ANS.

En 1974, Simone Veil défend la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), un combat féministe majeur pour le droit des femmes à disposer de leur corps. Promulguée en 1975, cette loi est le fruit de longues luttes féministes et marque une avancée vers l'égalité. Cependant, malgré l'inscription récente de ce droit dans la Constitution (2024), son accès est fragilisé par la fermeture de centres d'IVG, la pénurie de praticiens, et la dépendance à un laboratoire privé pour les comprimés abortifs. Face aux attaques contre l'IVG en France et à l'étranger, la défense de ce droit reste un combat essentiel. Cela passe par un meilleur financement de la santé publique, la souveraineté médicamenteuse et la formation des professionnels. Garantir ces droits féminins est un progrès pour toute la société, dans une lutte internationale pour l'émancipation des femmes.

Pour le droit à l'avortement



désindustrialisation • déserts médicaux
crise agricole • chômage • pauvreté

**Il faut que
ça change** !



le choix de la gauche combative

contact

☐

Je souhaite rejoindre le PCF Fécamp

☐

Je souhaite participer aux actions militantes organisées près de chez moi et rencontrer les communistes de la section locale

☐

Je souhaite adhérer au PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Adresse postale : _____

Courrier : PCF76 - 33, Place du Général de Gaulle - 76000 Rouen

Mail : communication@pcf-fecamp.fr

Téléphone : 06 62 96 39 34